



Avignon, le 25 septembre 2014



DECLINAISON DE LA DEMARCHE STRATEGIQUE A LA DDFIP DE VAUCLUSE : LES AGENTS ONT LE DROIT DE SAVOIR !

A l'amorce de la période de trois ans pendant lesquels les services et les missions de notre administration vont subir des bouleversements sans précédent et au moment où le « dialogue social » nous est servi à toutes les sauces, notre direction cultive le secret. Ni les chefs de services, ni les représentants du personnel, et encore moins les agents concernés ne sont informés des changements à venir.

Pendant l'été, les modalités d'affranchissement de tout le courrier de la DDFIP ont été modifiées et sa collecte confiée à une société privée plutôt qu'à la poste, entraînant d'importantes modifications dans l'organisation du travail de l'équipe qui en a la charge à la cité administrative d'Avignon, mais aussi dans tous les postes et services déconcentrés. Ni le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ni le comité technique local, qui doivent pourtant se prononcer sur toutes les modifications structurelles ou organisationnelles n'ont été consultés sur ce sujet.

Le 28 juillet dernier au plus tard, les directeurs départementaux devaient faire parvenir à la direction générale leurs propositions pour décliner dans leurs départements le rapprochement des services du cadastre et des services impôts des particuliers (SIP). A part lui, et peut être quelques privilégiés, personne ne connaît à ce jour le projet de notre directeur en la matière.

Les chantiers avancent également sur « l'adaptation du réseau et des structures ». Le feuilletton de l'installation des trésoreries municipales de Carpentras et d'Orange dans les locaux des hôtels des impôts a connu de nouveaux épisodes cet été. La direction a fait appel à des bureaux d'étude pour établir des plans, les agents de l'HDI de Carpentras ont dû faire de l'archivage pour faire de la place. Dans le même temps, un membre de l'équipe de direction se targuait en pleine audience avec la CGT d'avoir « vendu » à la direction générale la prétendue insalubrité de la trésorerie de Carpentras pour obtenir les crédits destinés au rassemblement des deux services !

Sur la question, cruciale, du maillage territorial, la fermeture de plusieurs trésoreries semble acquise. A l'heure où celle de Pernes-Les-Fontaines vient d'être actée, quels autres postes seront sacrifiés, selon quel calendrier et quelles modalités ? Impossible de le savoir. La CGT fera de ce sujet un casus belli. Pas touche au service public de proximité !

Il y a également dans le paysage le regroupement des SIP, services impôts des entreprises (SIE) et services de publicité foncière (SPF) d'Avignon. Des restructurations à priori aisées du point de vue immobilier, mais qui seraient repoussées à 2016, voire 2017.

Tout cela, on le sait par la bande, ou des indiscrétions. Ce mutisme de la direction donne lieu à toutes sortes de rumeurs, parfois irréalistes, et génère, surtout, un sentiment d'insécurité et d'inquiétude dans des services déjà en difficulté. Comment aller travailler sereinement quand on ne sait même pas si le service où on est affecté existera encore dans un an ?

La CGT exige donc la transparence la plus totale sur ses projets de restructurations. Avenir du cadastre, fermetures de trésoreries, regroupements de services, pôles civilistes, ..., oui, non, quand, comment ? A ces questions simples que se posent les agents de ce département, la direction doit simplement répondre.